

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Créteil, le 7 juin 2016

Unité territoriale du Val-de-Marne

INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence : DRIEE-IF/UT94/2016/CRAU/VW/N° 378

Objet : Modifications d'exploitation

*Affaire : PAC exploitation d'une unité de conditionnement de mousses
expansées + PAC modification des conditions d'exploitation du
broyage de papier*

**Rapport au CODERST proposant un arrêté
préfectoral complémentaire**

S3IC : 74-3812
Dossier N° : 2011/0285 94 21 509

Exploitant concerné : TAÏS à Villeneuve-le-Roi

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	TAÏS
Adresse géographique	13 rue Raoul Delattre – 94 290 VILLENEUVE-LE-ROI
Adresse postale	/
Activité	Centre de tri et transit de déchets non dangereux
Régime	A
Rubriques ICPE principales	2714, 2716, 2791

RÉFÉRENCES DU DOSSIER	
Contacts	
Références préfecture du Val-de-Marne / autres réf.	Bordereaux des 09/07/2013, 09/10/2013 et 03/02/2016 Porter à connaissance transmis par courrier du 05/07/2013 (Projet d'exploitation d'une unité de conditionnement de mousses expansées de plastique) + courrier de compléments du 01/10/2013 Porter à connaissance transmis par courrier du 28/01/2016 (Projet de modification des conditions d'exploitation du broyage de papier)



Certificat FR015650-2
Champ de certification disponible sur :
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Le présent rapport fait état de l'analyse des demandes de modifications des conditions d'exploitation de l'établissement exploité par TAÏS, sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-LE-ROI.

Il propose d'y donner une suite favorable et de soumettre, à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

➤ Présentation générale et activités de TAÏS

La société TAÏS, filiale de Véolia Propreté, exploite un centre de tri et de transit de déchets non dangereux, au 13 rue Raoul Delattre à Villeneuve-le-Roi.

Sur ce site, l'exploitant exerce les activités suivantes :

- le tri des emballages et collectes sélectives des ménages sur une chaîne de tri dédiée,
- le tri de déchets non dangereux provenant de clients privés (entreprise, activités économiques et industrielles) sur une seconde chaîne de tri dédiée,
- le transfert d'ordures ménagères, d'apports purs (notamment de bois et de déchets verts) et de certains déchets industriels non dangereux,
- le conditionnement des déchets triés à l'aide d'une presse à balles,
- la déchetterie professionnelle, indépendante des autres activités de tri-transit.

Les opérations de tri-transit (hors déchetterie) sont réalisées dans un bâtiment de 12 874 m².

L'établissement emploie environ 35 personnes et traite en moyenne 100 000 tonnes de déchets par an (le site est autorisé à traiter jusqu'à 200 000 tonnes par an).

Il fonctionne du lundi au vendredi entre 5h et 21h et le samedi de 6h à 12h.

Le site est surveillé 7 jours sur 7 par une société de gardiennage.

➤ Classement

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.	Emballages plastiques, housses plastiques, Déchets de bois Papiers, cartons Volume maximal : 4 100 m³	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.	Transit et regroupement de déchets non dangereux Volume maximal : 5 700 m³.	A
2791-1	Installation de traitements de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieur à 10 t/j.	Broyage de papier / carton : 124 t/j	A
1432-2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³.	1 réservoir de fuel enterré de 15 m³ en zone de tri. 1 réservoir aérien de GO de 50 m³ en zone de collecte. Capacité équivalente : 13 m³. (fuel : 3 m³ ; GO : 10 m³)	DC
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Seuil de classement 100 m³.	2 pompes de distribution de 5 m³/h en zone de tri (gazole et fuel) 2 pompes de GO de 5 m³/h en zone de collecte. Volume équivalent : 222 m³/an (fuel : 31 ; GO:191)	DC

Rubriques	Libellé	Nature de l'installation et volume d'activités	Régime
2710-2-c	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³.	Zone déchetterie pour la collecte des petits apporteurs : - tout-venant ; - bois ; - déchets métalliques ; - papiers/cartons ; - plastiques ; - déchets verts ; - plâtre / gravats. Le volume estimé de déchets présents sur cette plate-forme est de 180 m³.	DC
2715	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³.	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. 2 alvéoles de verre pour une capacité totale de 650 m³.	D
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².	Tri, transit, regroupement de métaux. Surface de stockage des métaux avant et après tri : 150 m².	D

A (Autorisation) ; D (Déclaration) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique)

➤ Réglementation applicable à l'établissement

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2008/2226 du 30 mai 2008, 2013/1037 du 25 mars 2013 et n° 2014/6728 du 8 septembre 2014 relatif à la constitution des garanties financières.

L'exploitant dispose également d'un agrément pour la valorisation des déchets d'emballages, délivré par l'arrêté préfectoral susmentionné du 27 janvier 2005.

2 MODIFICATIONS DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Par courrier du 5 juillet 2013, l'exploitant a transmis à la préfecture du Val-de-Marne, un dossier de porter à connaissance relatif au projet d'exploitation d'une unité de conditionnement de mousses expansées de plastique sur le site de Villeneuve-le-Roi. Ce projet se situera sous le bâtiment actuel de tri transit et sera accessible par les mêmes voies d'accès qu'actuellement. Il comprendra les opérations suivantes :

- le stockage des apports s'effectuera dans une alvéole existante utilisée pour le transit de déchets non dangereux,
- la partie dédiée au broyage sera installée au sein d'une alvéole existante du bâtiment actuel de tri et transit,
- les silos de stockage du broyat, la presse et le stockage des matières conditionnées seront installées en lieu et place d'un ancien local utilisé pour le transformateur et d'un emplacement accueillant une table de caractérisation qui sera déplacée.

Des compléments ont été apportés par courrier, en date du 1^{er} octobre 2013, à la préfecture (Plan de situation d'implantation du projet au sein du centre et un plan de détail du procédé).

D'autre part, l'exploitant a transmis, par courrier du 28 janvier 2016, un dossier de porter à connaissance relatif au projet de modification des conditions d'exploitation du broyage de papiers sur le site de Villeneuve le Roi. Ce projet se situera sous le bâtiment principal d'exploitation de tri transit et sera accessible par les mêmes voies d'accès qu'actuellement. Il sera attaché à l'unité de tri existante et comprendra les modifications suivantes :

- la mise en place d'un espace de tri des opérateurs,
- l'aménagement d'un nouveau broyeur en caisson isolant (de marque SEREMAT pour une largeur de coupe utile de 2m, adaptée à la presse à balles déjà existante),
- un convoyeur reliant le broyeur à la presse à balles de la chaîne de tri des déchets de Collectes Sélectives des Ménages,
- la mise en place de moyens complémentaires de prévention et lutte contre l'incendie.

Les dossiers fournis par l'exploitant, en application de l'article R512-33 du code de l'environnement, présentent les modifications envisagées et fournissent des éléments techniques permettant d'apprécier leur ampleur et leur impact. Ils précisent ainsi :

- l'objet du dossier de porter à connaissance,
- la présentation du demandeur,

- l'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée,
- La nature et le volume de l'activité que l'exploitant se propose d'exercer,
- la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée,
- le plan de détail du procédé et son fonctionnement,
- les impacts potentiels sur l'environnement,
- les risques,
- la remise en état en fin d'exploitation.

3 ANALYSE DU CARACTÈRE SUBSTANTIEL DES MODIFICATIONS DEMANDÉES

Les modifications demandées n'entraînent aucune évolution des capacités maximales pour les rubriques déjà autorisées. Elles n'entraînent pas non plus l'apparition de nouvelles rubriques.

Ces modifications ne conduisent à dépasser ni les seuils des directives IED ou SEVESO, ni les seuils ou critères définis par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009¹. Par conséquent, afin de statuer sur le caractère substantiel ou non des modifications, l'inspection des installations classées a procédé à un examen du dossier au cas par cas, en application de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

3.1 Nouvelle rubrique/activité

➤ Nouvelle activité de conditionnement de mousses expansées de plastiques

Les modifications envisagées n'entraînent pas de nouveau classement sous une nouvelle rubrique de la nomenclature. En effet, l'activité de conditionnement de mousses expansées de plastique entre sous les rubriques de traitement 2791 et de transit de plastiques 2714 déjà existantes et soumises à autorisation (article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2013/1037 du 25/03/2013).

L'exploitant a précisé que le volume global des déchets reçus sur site susceptible d'être présent sur la plate-forme n'augmentera pas. En outre, le volume de matières plastiques susceptible d'être présent n'impactera pas de façon notable les 4100 m³ actuellement autorisés au titre de la rubrique 2714. De même, le broyage n'augmentera pas le rendement total autorisé au titre de la rubrique 2791.

L'exploitant a indiqué que le tonnage annuel de l'activité de conditionnement de mousses expansées de plastiques représentera au maximum 502 t/an.

Cette nouvelle activité, prise séparément, ne constituerait pas une installation relevant d'une procédure d'autorisation.

Dès lors, il convient de considérer que cette nouvelle activité classable sous le régime d'autorisation déjà existante constitue une modification non substantielle.

Cependant, le broyeur et la presse seront installés à l'intérieur du bâtiment de tri-transit de 12 874 m². Ce point est pris en compte dans l'analyse des impacts et des risques supplémentaires induits par les modifications d'exploitation.

➤ Modification des conditions d'exploitation du broyage de papiers

La modification des conditions d'exploitation du broyage de papiers (broyeur et convoyeurs) entre sous les rubriques de transit de papiers 2714 et de traitement 2791 déjà existantes et soumises à autorisation (article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2013/1037 du 25/03/2013).

L'exploitant a précisé que le volume global des déchets reçus sur site susceptible d'être présent sur la plate-forme n'augmentera pas. En outre, le volume de papiers et cartons susceptible d'être présent n'impactera pas de façon notable les 4100 m³ actuellement autorisés au titre de la rubrique 2714. De même, le broyage n'augmentera pas le rendement total autorisé au titre de la rubrique 2791.

Dès lors, il convient de considérer que cette modification des conditions d'exploitation du broyage de papiers, classable sous le régime d'autorisation déjà existante, constitue une modification non substantielle.

Cependant, le broyeur et le convoyeur seront installés à l'intérieur du bâtiment de tri-transit de 12 874 m². Ce point est pris en compte dans l'analyse des impacts et des risques supplémentaires induits par les modifications d'exploitation.

3.2 Nature et origine des déchets

Les modifications envisagées ne conduisent pas à changer la nature et/ou le volume annuel des déchets admis sur le site.

¹ Arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement.

De ce point de vue, la modification n'est pas substantielle.

3.3 Extension d'activité

Les modifications envisagées n'entraînent pas d'extension du périmètre géographique des installations classées déjà autorisées, en dehors des limites de propriété de l'établissement.

De ce point de vue, la modification n'est pas substantielle.

3.4 Rejets et nuisances

3.4.1 Impact sur l'air et les odeurs

Les modifications envisagées, pour l'activité de conditionnement de mousses expansées, entraîneront une augmentation du flux de circulation d'environ deux camions semi-remorques supplémentaires par jour en entrée/sortie, ou sept camions bennes de 30m³ en entrée et deux camions semi-remorques en sortie. Elles n'entraîneront pas de flux de circulation supplémentaire pour l'activité de broyage de papiers.

Par ailleurs, la mise en place d'un système d'humidification, au-dessus des convoyeurs et à l'entrée du déchiqueteur situé au niveau du broyage de papiers, permettra d'empêcher la formation de poussières. Enfin, la mise en place d'un réseau de tuyaux aérauliques permettra de capter et d'acheminer de manière confinée, les plastiques broyés vers la presse.

Ces dispositions permettent de limiter l'impact sur les envols de poussières.

Les matières reçues seront stockées dans des alvéoles existantes à proximité du broyeur à l'intérieur du bâtiment. Les matières concernées (plastiques, papiers, cartons) ne sont pas de nature à apporter des odeurs.

De ce point de vue, l'impact sur les odeurs est donc non substantiel.

► L'impact supplémentaire sur l'air et les odeurs est donc non substantiel.

3.4.2 Impact sur l'eau

Une rampe alimentée par l'eau de ville permettra d'arroser la zone de broyage de papiers. L'arrosage pourra être forcé ou provoqué depuis une centrale de détection de points chauds.

L'énergie hydraulique nécessaire au fonctionnement de l'installation sera limitée à l'eau de ville. Les circuits hydrauliques seront équipés de vannes d'isolement.

L'exploitant a indiqué que le procédé ne génère pas de rejets aqueux.

► L'impact supplémentaire sur l'eau est donc non substantiel.

3.4.3 Impact sur le bruit

Le nouveau projet de broyage du papier sera équipé de dispositifs permettant de minimiser les effets du bruit des équipements :

- l'ensemble du procédé se situera sous bâtiment,
- le broyeur sera sous caisson d'insonorisation et confiné dans un local en maçonnerie,
- les outils du broyeur seront également sous caisson.

L'activité de conditionnement de mousses expansées de plastique se situe également sous bâtiment. Le broyeur et la presse associée, d'une puissance respective de 15kW et 19,9kW, sont les principaux générateurs de bruits. L'exploitant indique qu'il prendrait les mesures compensatoires appropriées permettant de réduire l'impact sonore si cela s'avérait nécessaire.

► L'impact sur le bruit généré par les deux projets de modifications est bien pris en compte par l'exploitant. Une mesure des émissions sonores doit être réalisée afin de vérifier qu'elles n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles, conformément aux dispositions techniques applicables à l'établissement, condition 3.IV.2 de l'arrêté d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005. L'impact supplémentaire sur le bruit est donc non substantiel.

3.4.4 Impact sur le trafic

Le centre de tri-transit se situe dans une zone d'activité industrielle au 13, rue Raoul Delattre.
Les principaux axes d'accès au centre sont la N6, la D125, et la D32.

Les modifications envisagées entraîneront une augmentation du flux de circulation d'environ deux camions semi-remorques supplémentaires par jour en entrée/sortie, ou sept camions bennes de 30m³ en entrée et deux camions semi-remorques en sortie.

L'exploitant a précisé que la période de fonctionnement sera la même que celle du centre de tri-transit et donc, qu'il n'y aura pas de réception en dehors des jours et des heures d'ouverture.

► L'impact supplémentaire sur le trafic est donc non substantiel.

3.4.5 Impact sur le paysage

Les modifications apportées sont entièrement réalisées sous un bâtiment déjà existant.

► L'impact supplémentaire sur le paysage est donc non substantiel.

3.5 Risques accidentels

L'exploitant a identifié le risque d'incendie et le risque d'explosion. Le risque d'incendie est déjà pris en compte dans le cadre de l'exploitation existante.

Le projet de conditionnement de mousses expansées de plastique se situera sur une plate-forme dont les moyens de lutte contre l'incendie sont déjà mis en place sur le site, dans le cadre de l'exploitation du centre de tri-transit. L'exploitant précise qu'il complètera ces moyens à tout moment si cela s'avérerait utile, à proximité des zones identifiées à risques.

L'exploitant a décrit les moyens supplémentaires qui seront mis en place pour la partie broyage de papiers :

- un système de détection incendie sera mis en place sur la partie montante du convoyeur de la chaîne de broyage de papiers. Ce système est un détecteur de particules incandescentes et/ou flammes comportant une sirène d'alarme et une lampe flash,
- un système d'arrosage, composé de 24 buses brouillard montées sur rampe, sera réparti sur l'ensemble du convoyeur et au-dessus du broyeur.

S'agissant du risque d'explosion, celui-ci pourrait être provoqué par les poussières de papiers susceptibles d'être générées sous forme de suspension dans l'air.

Des mesures de prévention réduisant le risque de suspension de poussières dans l'air seront mises en place :

- un système d'humidification au-dessus des convoyeurs évitera le rejet de poussières dans l'air ambiant en sortie de broyeur et également pour toutes les autres matières mises en balles par la presse ne passant pas par le broyeur,
- un nettoyage régulier minimisera le dépôt de poussières et leur mise en suspension,
- les masses métalliques seront mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Enfin, l'exploitant a prévu des dispositions organisationnelles (plan de prévention, permis feu, interdiction de fumer, autorisation de travail, fiches réflexes).

► Les risques supplémentaires générés par les projets de broyage de papiers et de conditionnement de mousses expansées de plastique sont pris en compte par l'exploitant. Les éléments de justifications apportés par l'exploitant permettent de considérer que ces risques supplémentaires sont non substantiels.

3.6 Garanties financières

Les éléments fournis montrent que les modifications envisagées n'impactent pas les volumes maximaux de déchets pouvant se trouver sur le site. Les autres paramètres du calcul des garanties financières ne sont donc pas non plus impactés.

Par conséquent, les garanties financières sont inchangées.

4 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Compte-tenu du dossier de porter à connaissance déposé par la société TAÏS pour des travaux de modifications des conditions d'exploitation du broyage de papiers sur l'établissement qu'elle exploite à Villeneuve-le-Roi,

Compte-tenu du dossier de porter à connaissance déposé par la société TAÏS pour l'exploitation de conditionnement de mousses expansées de plastique sur l'établissement qu'elle exploite à Villeneuve-le-Roi,

L'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à la demande de TAÏS pour ses projets de modernisation des installations et a produit à cet effet, en annexe 3, un projet d'arrêté complémentaire mettant à jour le classement et les prescriptions applicables à l'établissement.

Conformément aux dispositions des articles R 512-31 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis à l'avis des membres du CODERST, auquel l'inspection des installations classées propose de donner un avis favorable.

Rédacteur

Le Technicien supérieur principal de
l'économie et de l'industrie

Vérificateur

La Coordinatrice de la cellule
Air/Déchets Val-de-Marne Est

Approbateur

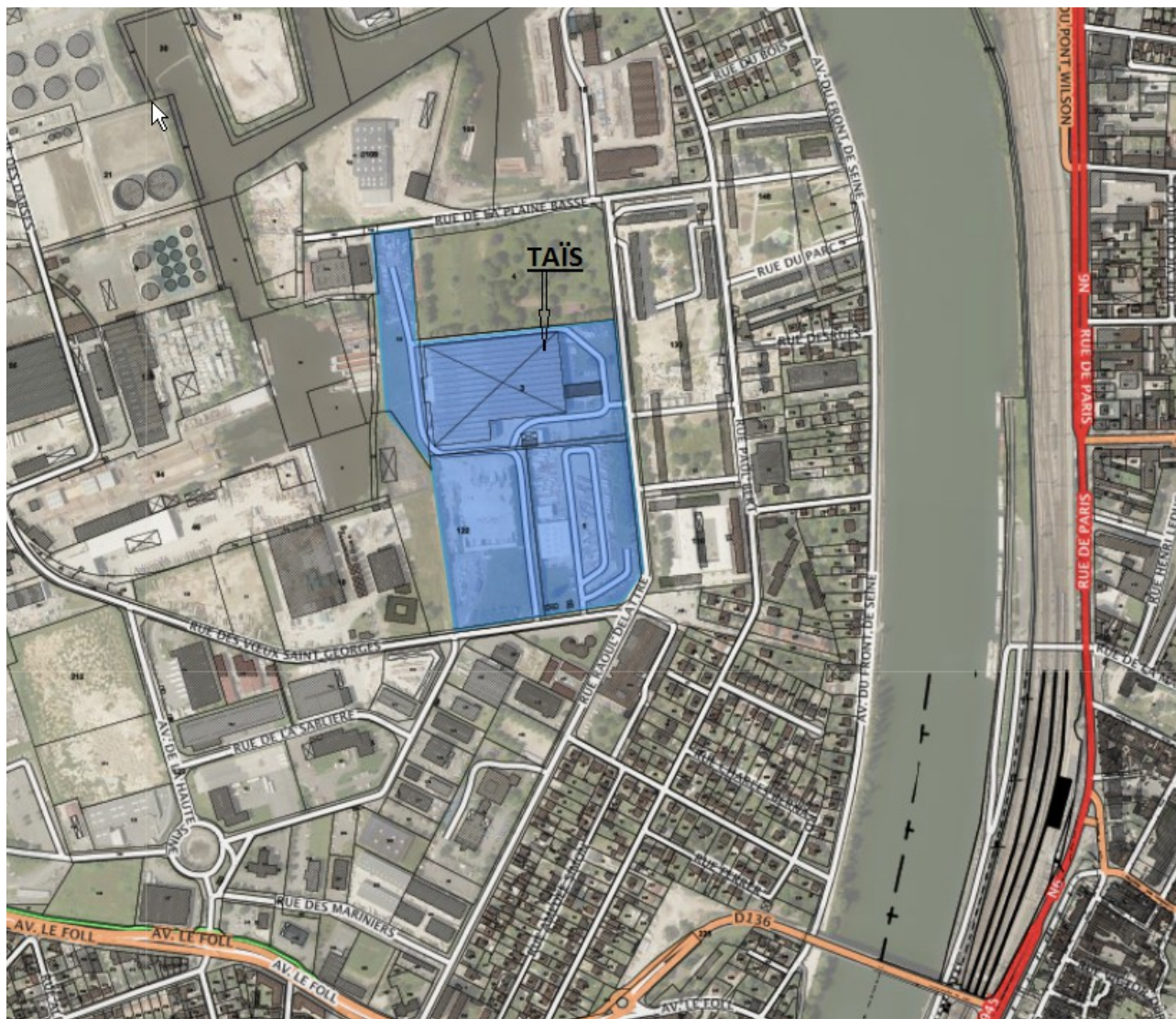
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale
du Val-de-Marne

signé

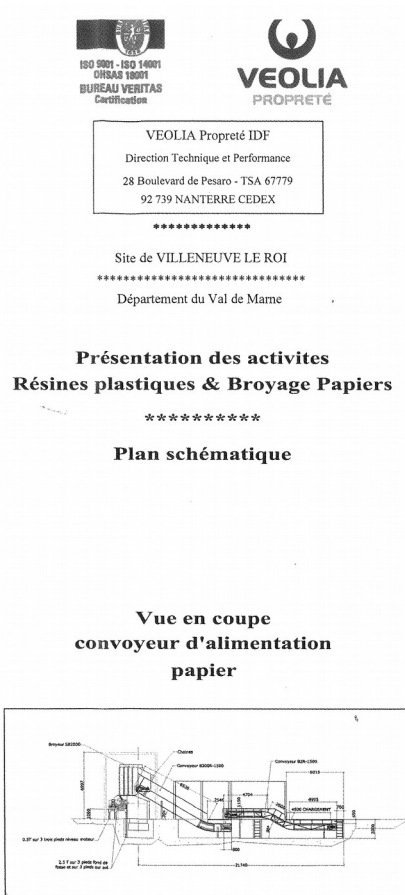
Jean-Marie CHABANE

P.J. : Annexe 1 – Plan de situation de l'établissement TAÏS
 Annexe 2 – Plan de présentation du bâtiment avec les modifications
 Annexe 3 – Projet d'arrêté complémentaire

Plan de situation de l'établissement



Plan de présentation du bâtiment avec les modifications



ANNEXE 3

Proposition de prescriptions techniques complémentaires

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1 et R. 512-31,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005 portant autorisation à la société TAÏS, d'exploiter à Villeneuve-le-Roi, 13, rue Raoul Delattre, un centre de tri-transit,

VU l'arrêté préfectoral n°2008/2226 du 30 mai 2008 modifiant certaines prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral n°2005/292

VU l'arrêté préfectoral n°2013/1037 du 25 mars 2013 modifiant certaines prescriptions prévues par les arrêtés préfectoraux n°2005/292 du 27 janvier 2005 et n°2008/2226 du 30 mai 2008,

VU l'arrêté préfectoral n°2014/6728 du 8 septembre 2014 portant réglementation complémentaire des installations soumises à la mise en œuvre des garanties financières et exploitées par la société TAÏS,

VU le porter à connaissance du 5 juillet 2013, complété le 1 octobre 2013 par la société TAÏS, pour l'exploitation d'une unité de conditionnement de mousses expansées de plastiques,

VU le porter à connaissance du 28 janvier 2016, par la société TAÏS, pour des travaux de modifications des conditions d'exploitation du broyage de papier,

VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du **XXX**,

CONSIDERANT que la société TAÏS souhaite modifier les conditions d'exploitation relatives au broyage de papiers et exercer une nouvelle activité de conditionnement de mousses expansées de plastique,

CONSIDERANT que les modifications d'exploitations relatives aux activités de broyage de papiers et conditionnement de mousses expansées de plastique n'entraînent pas de changement substantiel au regard de l'autorisation d'exploiter délivrée le 27 janvier 2005,

CONSIDERANT qu'il convient néanmoins d'actualiser les prescriptions techniques afin de prendre en compte ces modifications,

VU l'avis du CODERST lors de sa séance du **XXXX**,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société TAÏS, 13 rue Raoul Delattre à Villeneuve-le-Roi, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son site.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DU CLASSEMENT DU SITE

Les installations actuellement exploitées par la société TAÏS, sont désormais classables comme suit :

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.	Emballages plastiques, housses plastiques, Déchets de bois Papiers, cartons Volume maximal : 4 100 m³	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.	Transit et regroupement de déchets non dangereux Volume maximal : 5 700 m³.	A
2791-1	Installation de traitements de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieur à 10 t/j.	Broyage de papier / carton / Plastique : 124 t/j	A
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Seuil de classement 100 m³.	2 pompes de distribution de 5 m³/h en zone de tri (gazole et fuel) 2 pompes de GO de 5 m³/h en zone de collecte. Volume équivalent : 222 m³/an (fuel : 31 ; GO:191)	DC
2710-2-c	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³.	Zone déchetterie pour la collecte des petits apporteurs : - tout-venant ; - bois ; - déchets métalliques ; - papiers/cartons ; - plastiques ; - déchets verts ; - plâtre / gravats. Le volume estimé de déchets présents sur cette plate-forme est de 180 m³.	DC
2715	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³.	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. 2 alvéoles de verre pour une capacité totale de 650 m³.	D
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².	Tri, transit, regroupement de métaux. Surface de stockage des métaux avant et après tri : 150 m².	D
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	6 compresseurs (un de 18,5 kW, un de 7,4 kW, deux de 7,5 kW et deux de 5,5 kW)	NC
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m²	Atelier de 990 m²	NC

A (Autorisation) ; D (Déclaration) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; NC (Non Classable)

Ce tableau de mise à jour du classement des installations classées de la société TAÏS vient remplacer celui figurant à l'arrêté n°2013/1037 du 25 mars 2013.

ARTICLE 3 :

Les conditions des prescriptions techniques annexes, jointes à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005 et à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008/2226 du 30 mai 2008, sont modifiées et remplacées par les conditions suivantes :

CONDITION 3.II.3 – DISPERSION DE POUSSIÈRES

Des mesures sont prises pour éviter la dispersion de poussières, en particulier :

- les voies de circulation sont entretenues et convenablement nettoyées,
- un système d'humidification est mis en place au-dessus des convoyeurs, et à l'entrée du déchiqueteur (broyage papiers).

CONDITION 3.IV.5 - CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser à ses frais, par un organisme qualifié, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, dans un délai maximum de 3 mois à compter du début de l'exploitation de ses installations, une mesure de leurs émissions sonores.

Une mesure des émissions sonores est également réalisée dans les 3 mois suivants la mise en service des nouvelles activités de broyage de papiers et de conditionnement de mousses expansées.

Dans le cas d'un dépassement des valeurs limites prévues à la condition 3.IV.2, des propositions d'aménagements permettant le respect de ces valeurs, accompagnés d'un échéancier de réalisation, sont transmises sous 3 mois à l'inspection des installations classées.

CONDITION 3.V.2.3 – CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. A cet effet, les dispositions suivantes sont notamment respectées :

Bâtiment existant de 12 874 m² : ce bâtiment est divisé en 2 locaux dans lesquels sont exercées les activités suivantes :

- tri et transfert des déchets industriels banal (DIB), apports purs (déchets verts),
- traitement des collectes sélectives, conditionnement des produits triés et du carton, broyage et conditionnement du papier, broyage de plastique et conditionnement de mousses expansées de plastique.

Des locaux sociaux sont implantés à proximité du hall de traitement des DIB en partie Sud, sur une surface de 500m² sur deux étages. Des bureaux sont implantés à proximité du hall de conditionnement de mousses expansées de plastique en partie Est, sur une surface de 860m² sur deux étages.

Les murs périphériques sont de degré coupe-feu 3 heures sur une hauteur de 1,5 mètre. Le mur de séparation entre le local de traitement des DIB et, le local de broyage et conditionnement des papiers, cartons et plastique est de degré coupe-feu 3 heures sur toute la hauteur.

Le mur de séparation entre le bâtiment et les bureaux est de degré coupe-feu 3 heures. Le mur de séparation entre le bâtiment et les locaux sociaux est de degré coupe-feu 1 heure.

CONDITION 4.I.4.4 - DÉCHETS ISSUS DES COLLECTES SÉLECTIVES DES MÉNAGES, CARTONS, PAPIERS ET PLASTIQUES

Les déchets issus des collectes sélectives des ménages, les cartons, les papiers et les plastiques sont triés, mis en balle et stockés en attente d'être expédiés vers les filières de recyclage adaptées. Les papiers et les plastiques peuvent également être broyés avant leur mise en balle.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS ...

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture...